

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 mars 2025
(Convocation du 11 mars 2025)

Aujourd'hui, le 19 mars 2025 à 14h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	7
• Voix	7
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	7
• Voix	7
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Gestion intégrée - Convention de partenariat pour l'animation de la charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau

Exposé des motifs :

Une étude d'opportunité pour la mise en place d'un outil de gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin du gave de Pau a été menée de janvier 2022 à juin 2024, portée dans le cadre d'une convention de partenariat entre le syndicat mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP), le Pays de Lourdes et des vallées des Gaves (PLVG) et l'Institution Adour. A l'issue de l'étude, la mise en place d'une charte est apparue comme une étape nécessaire à court terme pour mener une animation sur le territoire, tout en précisant qu'elle doit viser la mise en place d'un SAGE à moyen terme.

Comme pour l'étude d'opportunité, il est proposé que les 2 structures GEMAPI ainsi que l'EPTB portent ensemble l'animation de la charte à l'échelle du bassin du gave de Pau, ainsi que son évolution vers un SAGE. Pour ce faire, un recrutement a été organisé et une chargée de projet a pris ses fonctions le 4 février 2025, pour une durée de 3 ans, pour assurer cette animation pour le compte des 3 co-porteurs. Elle est recrutée par le SMBGP et basée à Pau.

Le montant prévisionnel du projet pour 3 ans est estimé à 210 000 €, comprenant les frais d'animation et de communication. Le financement de ce poste d'animation bénéficie de 80% d'aides de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Les 20% de reste à charge seront répartis à parts égales entre les 3 co-porteurs. Le montant à la charge de l'Institution Adour pour la durée de 3 ans (2025-2028) s'élève à 13 860 €.

Le projet de convention visant à fixer les modalités techniques et financières entre le SMBGP, le PLVG et l'EPTB pour l'animation de la charte du bassin du gave de Pau est joint au présent rapport.

Vu les conclusions de l'étude d'opportunité pour la mise en place d'un outil de gestion intégrée du bassin du gave de Pau,

Vu la délibération 2024_CS_18 de l'Institution Adour du 17 juillet 2024, actant de la possibilité de conduire, en partenariat avec les collectivités locales du sous-bassin, le travail préalable d'animation pour l'émergence d'un SAGE,

Vu les délibérations des partenaires SMBGP et PLVG, validant leur engagement respectif dans l'élaboration et l'animation d'une charte sur le bassin du gave de Pau en partenariat entre les collectivités GEMAPIennes et l'EPTB,

Considérant le recrutement d'une chargée de projet depuis le 4 février 2025 pour une durée de 3 ans,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de valider les termes de la convention de partenariat pour l'animation de la charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau, telle que ci-annexée,
- de valider l'engagement financier de l'Institution Adour pour un montant prévisionnel de 13 860 € pour la période de 3 ans (2025-2028),
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 mars 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



Convention de partenariat pour l'animation de la Charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau et des gaves réunis

Entre les soussignés,

Le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau, représenté par son Président, Monsieur Michel CAPERAN, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°..... du comité syndical en date du 5/02/2025, désigné ci-après « le SMBGP »

Et

Le Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves, représenté par son Président, Monsieur Thierry LAVIT, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°..... du conseil syndical en date du .././....0, désigné ci-après « le PLVG »

Et

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°..... en date du .././...., désignée ci-après « l'EPTB »

Préambule :

Une étude d'opportunité pour la mise en place d'un outil de gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin du gave de Pau et des gaves réunis a été menée, de janvier 2022 à juin 2024, portée dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau, le Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves et l'Institution Adour.

A l'issue de plusieurs mois d'étude, rythmés par une large concertation avec l'ensemble des collectivités du territoire, les services de l'Etat, les partenaires institutionnels, les acteurs socio-professionnels et le monde associatif, les enjeux et les attentes du territoire ont été identifiés.

Ils ont ensuite été confrontés à l'organisation actuelle du territoire afin de préciser ceux pour lesquels une démarche de gestion intégrée de l'eau pouvait répondre à certaines problématiques.



En fin d'étude, deux démarches, adaptées aux spécificités et enjeux du territoire, ont été présentées et comparées : le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et la Charte de gestion de la ressource en eau.

La Charte de gestion de la ressource en eau est apparue comme la démarche la plus acceptée et adaptée, à court terme, aux besoins du territoire, tout en précisant qu'il s'agit d'une étape préalable à la mise en place d'un SAGE à moyen terme.

A l'instar de la démarche engagée pour l'étude d'opportunité, il a été convenu que les 2 structures GeMAPI ainsi que l'EPTB porteraient l'animation de la Charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau et des gaves réunis, ainsi que son évolution vers un SAGE.

Cette animation nécessitant des moyens spécifiques, un recrutement a été organisé pour trouver un(e) chargé(e) de projet en capacité d'assurer cette animation pour le compte des 3 co-porteurs.

Le SMBGP, le PLVG et l'EPTB ainsi que l'agence de l'eau Adour Garonne représentés au jury ont retenu une candidature qui doit débuter sa mission début février 2025. La chargée de projet sera basée à Pau et recrutée par le SMBGP pour le compte des 3 co-porteurs.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention fixe les modalités techniques et financières entre le SMBGP, le PLVG et l'EPTB, ci-après dénommés co-porteurs, pour l'animation de la Charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau et des gaves réunis.

Article 2 – Périmètre géographique du projet

Le territoire concerné est le bassin versant du gave de Pau depuis sa source au cirque de Gavarnie jusqu'à la confluence avec le gave d'Oloron ainsi que les 10 km de gaves réunis jusqu'à leur confluence avec l'Adour. Il couvre tout ou partie de 249 communes, comprises dans 11 communautés de communes ou d'agglomération.

Une carte du territoire est présentée ci-après.



Article 3 – Maîtrise d’ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, le SMBGP assurera la maîtrise d’ouvrage de l’animation pour le compte des co-porteurs.

A ce titre, il met en œuvre les actions suivantes :

- Etablissement et signature du contrat de travail de la chargée de projet
- Rémunération de la chargée de projet
- Accueil et mise à disposition d’un bureau



- Mise à disposition du matériel (parc informatique, fournitures de bureau...) nécessaire à l'exercice de sa mission
- Encadrement hiérarchique de la chargée de projet
- Sollicitations et perceptions des subventions
- Perception des participations du PLVG et de l'EPTB
- ...

Article 4 – Relations entre les co-porteurs

Toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'animation seront prises collégialement par les co-porteurs ou à défaut à la majorité des co-porteurs.

Il s'agit notamment :

- De l'encadrement et l'accompagnement technique de la chargée de projet
- Opportunité et objet des réunions
- Organisation des réunions (dates, lieux, validation des comptes-rendus, etc.)
- Productions techniques à élaborer, contenus des documents à proposer à la concertation

Des échanges techniques au moins bimestriels auront lieu entre les 3 co-porteurs, complétés si besoin avec d'autres partenaires, pour le suivi de la mise en œuvre de l'animation.

Au-delà de sa résidence administrative fixée à Pau, la chargée de mission devra régulièrement rencontrer les 2 autres co-porteurs et participer en tant que de besoin aux différentes réunions qu'ils jugeront utiles.

Un accompagnement technique spécifique sur la thématique des démarches de gestion intégrée sera en outre assuré par l'EPTB qui intégrera la chargée de projet dans le groupe des animateurs SAGE du bassin de l'Adour.

Article 5 – Contenu des missions de l'animation et durée

Le détail des missions confiées à l'animatrice de la Charte de gestion de la ressource en eau sont indiquées sur sa fiche de poste. Il s'agit principalement de :

- **Promouvoir, mettre en œuvre et animer la Charte de gestion de la ressource en eau**
- **Impulser et préparer l'évolution de la Charte vers un SAGE**
- **Participer au développement des connaissances sur les enjeux prioritaires du bassin**
- **Communiquer et sensibiliser sur les enjeux eau et changement climatique**

La durée de l'animation de la Charte de gestion de la ressource en eau du bassin du gave de Pau et des gaves réunis de la présente convention est estimée à 3 ans, soit sur la période février 2025 – février 2028.



Article 6– Objectifs de la Charte

La première étape du travail consiste à partager la Charte, la faire valider par le territoire et la diffuser dans l'objectif d'y faire adhérer les acteurs locaux.

Les acteurs du territoire seront mobilisés ensuite pour travailler sur les différents objectifs ciblés dans la Charte, qui, conformément aux éléments produits dans l'étude d'opportunité pour un outil de gestion intégrée de la ressource en eau, sont :

- Objectif n°1 : Prendre en compte les enjeux eau dans les documents de planification (aménagement et urbanisme)
- Objectif n°2 : Communiquer à la bonne échelle en associant l'ensemble des acteurs
- Objectif n°3 : Tenir compte des effets du changement climatique et concilier les différents usages de la ressource en eau
- Objectif n°4 : Assurer une gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau
- Objectif n°5 : Définir des seuils et objectifs chiffrés ou cartographiés pour la restauration et la préservation des milieux aquatiques

D'une manière générale, un travail transversal de sensibilisation et d'information sera mené sur les enjeux de l'eau et du changement climatique, afin de promouvoir une culture commune de bassin versant, pour partager les enjeux, pour contribuer au renforcement du lien amont/aval, pour une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les différentes politiques sectorielles, etc.

Article 7 - Instances de concertation et de pilotage de la démarche

Les instances de concertation existantes pour l'étude de 2022-2024 sont maintenues, en particulier le comité de pilotage qui est destiné à valider les différentes étapes et rendus. Ces instances sont adaptables en tant que de besoin pour permettre la plus large concertation possible.

Le comité technique existant pendant l'étude (co-porteurs + AEAG + Dpts + Régions + services de l'Etat) est également maintenu. Il a pour rôle de proposer, suivre et préparer les travaux du COPIL au regard de son expertise technique sur le contenu des éléments produits ou à produire.

Article 8 – Montant de l'opération

Le montant de l'animation **sur une durée de 3 ans** est estimé prévisionnellement à 195 000 € TTC, comprenant :

- Les frais salariaux directs (salaire et charges) de l'animatrice, évaluées à 150 480 € TTC
- Les frais indirects relatifs au fonctionnement général de la structure (forfait de 70€/jour retenu), soit pour 212 jours travaillés par an, évalués à 44 520 € TTC

A ce coût d'animation, il est proposé d'ajouter un forfait de 15 000 € TTC pour des frais de communication...



Article 9– Financement de l’opération

Article 9.1 – Modalités générales

Compte-tenu de l’intérêt de la démarche pour les co-porteurs, ils s’engagent, déduction faite des subventions, à co-financer le coût de l’animation, ainsi que les éventuels frais complémentaires listés ci-dessus.

L’ensemble des dépenses sera considéré en TTC.

Article 9.2 – Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est détaillé dans le tableau ci-après :

Opération	Montant	SUBVENTIONS			PARTICIPATIONS		
		AEAG	CRNA	CRO	SMBGP	PLVG	IA
Animation + communication	210 000 €	80%	0%	?%	6,68%	6,66%	6,66%

Le taux d’aide de l’agence de l’eau sera ajusté en fonction des réponses des Régions

Sur la base de l’estimation de l’opération indiquée à l’article 8, les contributions des différents partenaires seraient les suivantes :

• Agence de l’eau Adour Garonne :	168 000 €
• Région Nouvelle Aquitaine :	0 €
• Région Occitanie :	? €
• Syndicat mixte du bassin du gave de Pau :	14 280 €
• Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves :	13 860 €
• Institution Adour :	<u>13 860 €</u>
Total :	210 000 €

L’ensemble de ces participations sera réajusté sur la base des dépenses réelles mandatées.

Article 9.3 – Gestion des écarts

En cas de dépassement de plus de 10% du montant prévisionnel de l’opération tel qu’indiqué à l’article 6, la présente convention fera l’objet d’un avenant, après accord de chaque co-porteur.

En cas de dépassement de moins de 10% de l’estimation du montant prévisionnel de l’opération tel qu’indiqué à l’article 6, le SMBGP en informera immédiatement les 2 autres co-porteurs par courriel. Chaque co-porteur disposera de 30 jours ouvrés maximum pour valider le montant ainsi actualisé. L’absence de réponse à l’issue de ce délai vaudra accord de sa part.



Article 9.4 – Modalités financières

Le SMBGP, maître d'ouvrage, assurera le paiement de l'ensemble des frais nécessaires au bon déroulé de l'opération.

De la même manière, il procédera au recouvrement des différentes subventions et participations.

Les participations de co-porteurs seront versées en 3 fois, au terme de chacune des années de l'opération :

- En année n+1, la contribution du co-porteur (6,66%) correspondant au coût de l'animation et aux éventuels frais complémentaires sur la base d'un décompte annuel des dépenses réellement engagées visé par le comptable, certifiant l'exactitude des mandatements résultant des pièces justificatives
- En année n+2, la contribution du co-porteur (6,66%) correspondant au coût de l'animation et aux éventuels frais complémentaires sur la base d'un décompte annuel des dépenses réellement engagées visé par le comptable, certifiant l'exactitude des mandatements résultant des pièces justificatives
- En année n+3, le solde, à l'issue de l'opération, après établissement par le SMBGP du décompte général et définitif sur la base des dépenses réelles effectuées, visé par le comptable, certifiant l'exactitude des mandatements résultant des pièces justificatives, et diminué des subventions perçues visé par le comptable

Les co-porteurs régleront les sommes à payer dans un délai maximum de 30 jours suivant la réception du titre exécutoire de paiement.

Chaque co-porteur se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au compte du SMBGP à la Trésorerie Municipale de Pau.

Article 10 – Durée de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature par les co-porteurs.

Elle aura une durée de 4 ans. Ce délai prend en compte la durée d'animation (cf. article 5) rallongée d'une année complémentaire pour solder l'ensemble de l'opération.

Les signataires peuvent dénoncer la présente convention avant ce délai des 4 ans. Dans ce cas, elle prendra fin 6 mois après sa dénonciation par l'un de ses signataires.

S'il est nécessaire de prolonger la durée de la présente convention, cette prolongation pourra être validée par avenant à la présente convention.

Article 11 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra être approuvée dans les mêmes termes par le SMBGP, le PLVG et l'EPTB et fera l'objet d'un avenant.

Article 12 - Litiges

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ses clauses.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'à l'expiration d'un délai de 3 mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins



que dans ce délai la partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure ou n'ait satisfait à ses obligations contractuelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente convention.

Dans tous les cas, le PLVG et/ou l'EPTB s'engagent à rembourser au SMBGP, sur la base du décompte général définitif des dépenses, les sommes engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires pour établir une situation à caractère définitif. Sur cette base, le SMBGP procèdera à l'émission d'un titre de recettes pour règlement du solde.

À tout moment, les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt du partenariat, et le cas échéant des compensations dues aux autres parties.

Article 13 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Pau.

Fait à Pau en trois exemplaires, le

**Le Président du Syndicat mixte
du bassin du gave de Pau**

**Le Président du Pays de Lourdes
et des Vallées des Gaves**

**Le Président de l'Institution
Adour**

Michel CAPERAN

Thierry LAVIT

Paul CARRERE